



RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

Pris en application de la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015 et particulièrement en application de l'article 107 relatif à la transparence et à la responsabilité financière des collectivités territoriales



I. Le contexte économique

- A. Les éléments de contexte économique et financier au niveau national
- B. Le projet de Loi de finances 2026

p. 3
p. 4
p. 8

II. Présentation de la structure: compétences, gouvernance et organisation

- A. Présentation de la structure
- B. La gouvernance
- C. L'organisation des services au 1^{er} janvier 2026

p. 12
p. 13
p. 15
p. 16

III. Analyse financière rétrospective au travers du compte administratif

- A. Eléments clés du compte administratif du budget principal vis-à-vis de son évolution pluriannuelle
- B. Les évolutions du compte administratif du budget principal par chapitre
- C. Le compte administratif du budget annexe par chapitre
- Conclusion : un résultat positif mais des questions sur l'avenir

p. 17
p. 18
p. 22
p. 26
p. 28

IV. Les orientations budgétaires pour 2026

- A. Le budget principal: la section de fonctionnement
- B. Le budget principal: la section d'investissement
- C. Evolution du budget depuis 2014
- D. Focus sur la dette : évolution de l'annuité
- E. Le budget annexe

p. 31
p. 34
p. 38
p. 41
p. 42
p. 44

V. Les perspectives pluriannuelles

- A. D'un point de vue statutaire
- B. D'un point de vue des ressources humaines
- C. D'un point de vue technique et financier

p. 48
p. 49
p. 50
p. 52

RAPPEL

Le Rapport d’Orientation Budgétaire (ROB) n’a aucun caractère décisionnel, mais a pour objectif de permettre aux élus d’avoir une vision globale de l’environnement financier du syndicat mixte. Conformément à l’article L2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est pris acte du débat d’orientation budgétaire par une délibération spécifique, et ce dans les deux mois précédant l’examen du budget primitif.

Le Rapport d’Orientation Budgétaire (ROB) porte sur les orientations budgétaires, les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et investissement, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

I. Le contexte économique

A/ Les éléments de contexte économique et financier au niveau national

Un contexte économique stabilisé mais une instabilité politique nationale et internationale

Après un contexte macroéconomique profondément affecté par les crises sanitaires ou internationales depuis 2019, l'inflation est stabilisée tout comme les taux d'intérêts.

L'économie mondiale devrait croître de 3,3 % en 2026, soit un taux supérieur à celui de 2025.

Avec une hausse du produit intérieur brut (PIB) estimée à +0,9 %, l'année 2025 affiche une performance stable, quoique légèrement inférieure aux années précédentes (+ 1,6 % en 2023 et 1,1 % en 2024). La croissance économique française aura finalement dépassé les attentes en 2025, ce qui ne laisse pas présager la croissance très faible du 1^{er} trimestre et en dépit de l'instabilité politique et internationale et des attermoissements budgétaires.

En 2026, les projections macroéconomiques de la Banque de France tablent sur une croissance de l'activité économique de 1 %.

En 2026, le pouvoir d'achat des ménages continuerait de croître mais en ralentissant (0,7 %), sous l'effet de la remontée de l'inflation, avant de progresser plus fermement en 2027 et 2028.

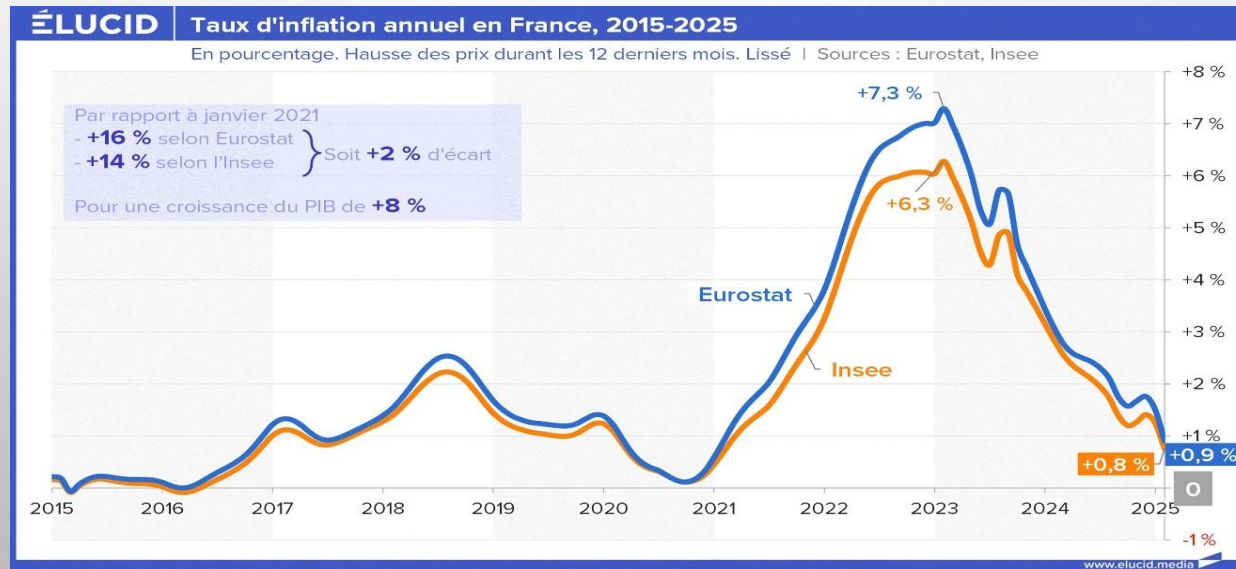
La consommation des ménages (+ 0,8 %) progresserait à un rythme plus soutenu qu'en 2025, portée par la croissance de la masse salariale réelle, qui resterait résiliente malgré un marché du travail moins propice .

Le marché du travail a ralenti en 2025. Il plie mais ne rompt pas. Le taux de chômage atteint 7,7 % en 2025 et pourrait se porter à 8 % en 2026. Les prévisions sont toutefois pessimistes.

La contribution du commerce extérieur serait positive, portée notamment par les exportations soutenues au second semestre 2025. L'incertitude induite par la politique commerciale américaine en 2025 pèserait moins sur la croissance en 2026, à condition que les accords bilatéraux conclus ne soient pas remis en question..

La stabilisation de l'inflation en zone Euro a décidé la banque centrale européenne à maintenir inchangé les taux directeurs en visant la stabilisation de l'inflation au niveau de son objectif de 2 % à moyen terme.

Après une poussée inflationniste entre 2022 et 2024 (+5,2 % en 2022 , +4,9 % en 2023, +2,6% en 2024) , en 2025 l'inflation a atteint un point bas à 0,9%. Le ralentissement des prix est lié au recul marqué des prix de l'énergie consécutif à la baisse des tarifs réglementés de l'électricité et du prix du pétrole. Elle remonterait ensuite pour atteindre 1,3 % en 2026 et 2027, puis 1,8 % en 2028. L'inflation hors énergie et alimentation, principalement liée à l'inflation dans les services, resterait à peu près stable sur l'horizon de projection (autour de 1,6-1,7 %).



Même si concernant l'inflation, les risques sont plutôt orientés à la baisse, les incertitudes qui pèsent sur la croissance française demeurent nombreuses.

Sur le plan international, la politique commerciale américaine constitue toujours une source d'incertitude, même si elle a diminué. À l'inverse, la résilience meilleure que prévu de l'économie mondiale pourraient soutenir davantage l'activité en France.

Sur le plan national, l'incertitude politique et budgétaire reste élevée, avec des interrogations sur la trajectoire budgétaire et fiscale, ainsi que sur la capacité à stabiliser le taux d'endettement public. Cette situation questionne la vulnérabilité financière de la France et la confiance des agents économiques. Cela pourrait aussi prolonger – voire accentuer – les comportements attentistes des ménages et des entreprises. À l'inverse, la surprise favorable sur l'activité au troisième trimestre 2025 et les derniers indicateurs conjoncturels montrent que l'activité en France est jusqu'à présent plus résiliente qu'escompté dans le contexte actuel.

Malgré une croissance résiliente mais pas suffisante, avec l'adoption désormais quasi certaine du budget 2026, l'horizon s'éclaircit à court terme.

B/ Le projet de Loi de finances 2026

Un premier projet de loi a été présenté le 14 octobre 2025, mais a été rejeté en novembre 2025 par l'Assemblée. En décembre 2025, le Sénat a adopté en première lecture, avec modifications, le budget. La commission mixte paritaire réunie le 19 décembre 2025 n'est pas parvenue à un accord.

Une loi spéciale a été promulguée le 23 décembre 2025, afin de permettre à l'État de continuer à prélever les impôts et d'emprunter pour assurer la continuité des services publics.

Face à l'enlisement des débats budgétaires, en janvier 2026, le Premier ministre a recouru plusieurs fois à l'article 49.3 de la Constitution. Les motions de censure ayant été rejetées, le budget a été définitivement adopté à l'Assemblée le 2 février 2026.

Il prend pour hypothèse des indicateurs macro-économiques, dont une croissance à 1 % et une inflation à 1,3 % sur l'année 2026.

Le budget 2026 projette :

- Un déficit public ramené à 5 % en 2026 (contre 4,7% dans le texte initial et 5,3% dans la version adoptée par le Sénat), après le dérapage autour de 5,5% en 2023 et 6,1% en 2024.
- Une dette publique qui progresse faiblement autour de 118% du PIB.
- Le déficit budgétaire de l'État atteindrait 131,9 milliards d'euros.

En 2026, le montant du périmètre des dépenses de l'État est estimé à 500,9 milliards d'euros.

La loi de finances 2026 contient plusieurs dispositions d'ajustement impactant les finances publiques locales, parmi lesquelles :

- ❑ L'effort initial de 4,7 milliards d'euros demandé aux collectivités est bien ramené à 2 milliards d'euros
 - ❑ Le Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico) est maintenu pour économiser 740 M€ (140 M€ sont demandés aux départements, 350 M€ aux Régions, 250 M€ aux EPCI et rien aux communes).
 - ❑ compensation au titre des valeurs locatives des locaux industriels (taxe foncière sur le bâti et Cotisation foncière des entreprises) diminuée de 307 M€
- ❑ La **dotation globale de fonctionnement** (DGF) n'augmentera pas en 2026 et reste 27,4 milliards d'euros. La **hausse de la péréquation de 290 M€ au total est bien maintenue**: 140 millions d'euros sont affectés à la dotation de solidarité urbaine (DSU) et 150 millions d'euros à la dotation de solidarité rurale (DSR), mais financée en interne par des ponctions accrues sur la dotation forfaitaire des communes et la dotation de compensation des EPCI.

- **maintien en l'état actuel du FCTVA et du décalage** de son versement aux EPCI à l'année n+1 , mais son périmètre est resserré, ce qui limite la prise en charge de certaines catégories de dépenses.
- La DSIL et la DETR sont maintenues et ne sera pas fusionnée au sein du **Fonds d'investissement pour les territoires (FIT)**.
- Le **montant global du Fonds vert sera bien en baisse**, ce qui ramène son montant à environ 600 millions en 2026 et contraint fortement les marges de manœuvre pour financer la transition écologique locale.
- La hausse progressive du taux de cotisation à la CNRACL (réforme confirmée pour 2026) représente, à terme, environ 1,2 milliard d'euros de surcoût annuel pour les employeurs publics locaux, dont une première marche significative dès 2026.

II. Présentation de la Structure: Compétences, gouvernance et organisation

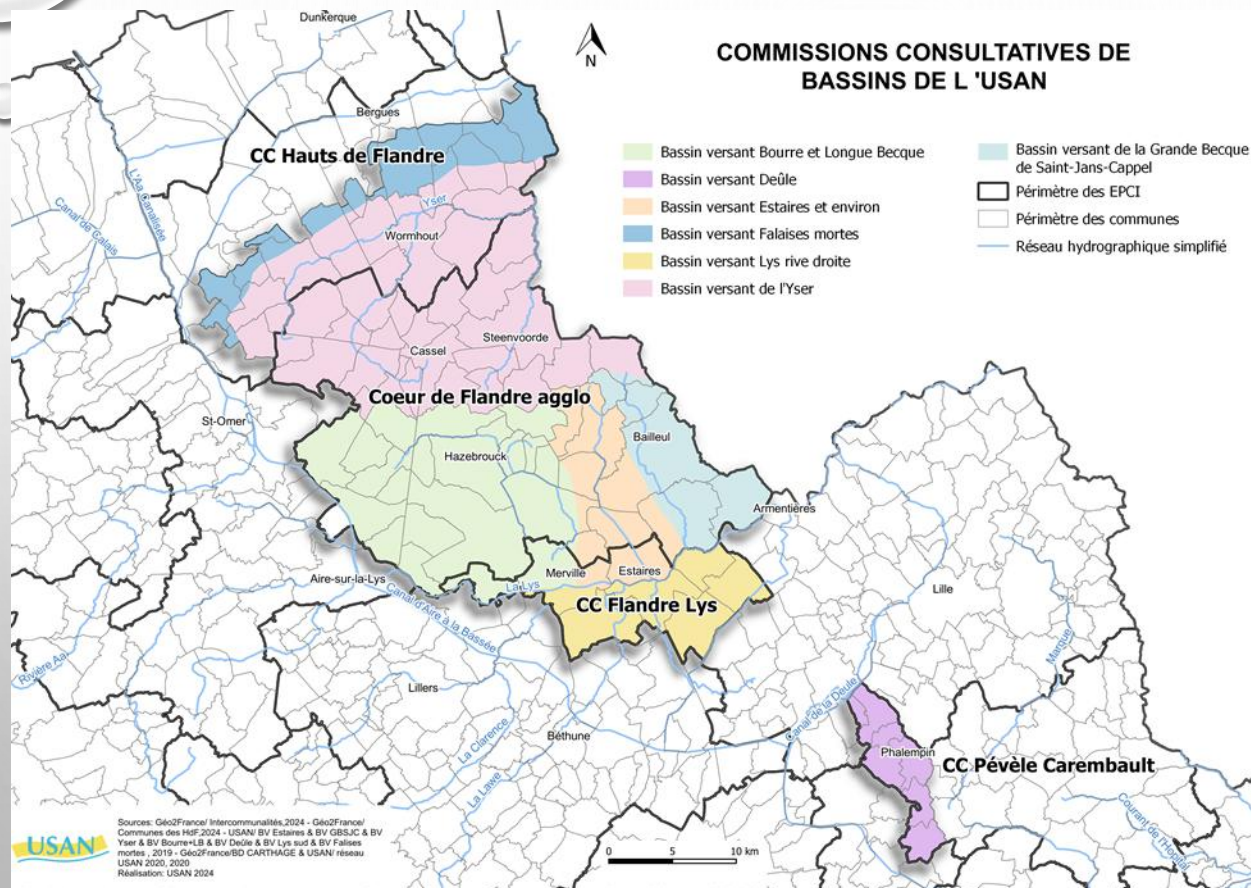
A/ Présentation de la structure

L'Union Syndicale d'Aménagement hydraulique du Nord (USAN), est un Syndicat Mixte qui propose l'adhésion « à la carte » pour 2 compétences :

- la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI)
- l'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque inondation et de la gestion des milieux aquatiques (SAGE)

Le syndicat a été créé par arrêté préfectoral du 17 août 1966.

Dans un objectif de lutte contre les inondations, l'USAN entretient et aménage un réseau de plus de 1 000 km de cours d'eau et 100 000 ha de bassin-versant.

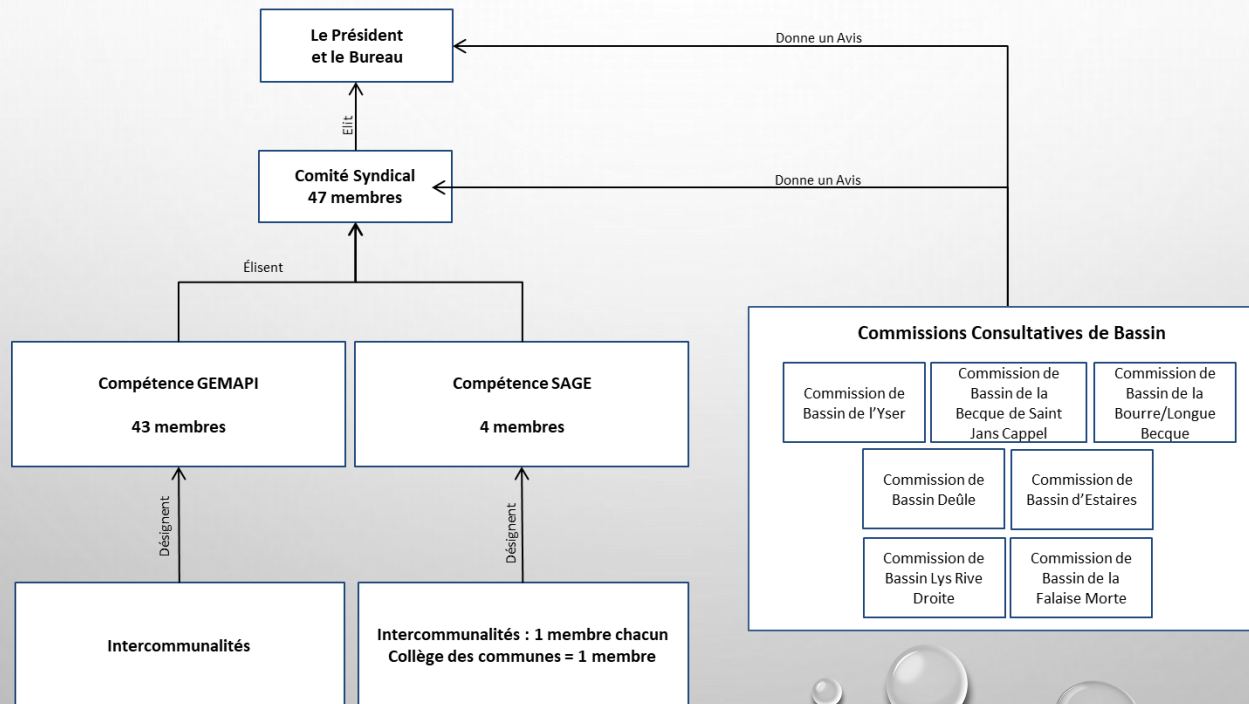


L'USAN en quelques chiffres:

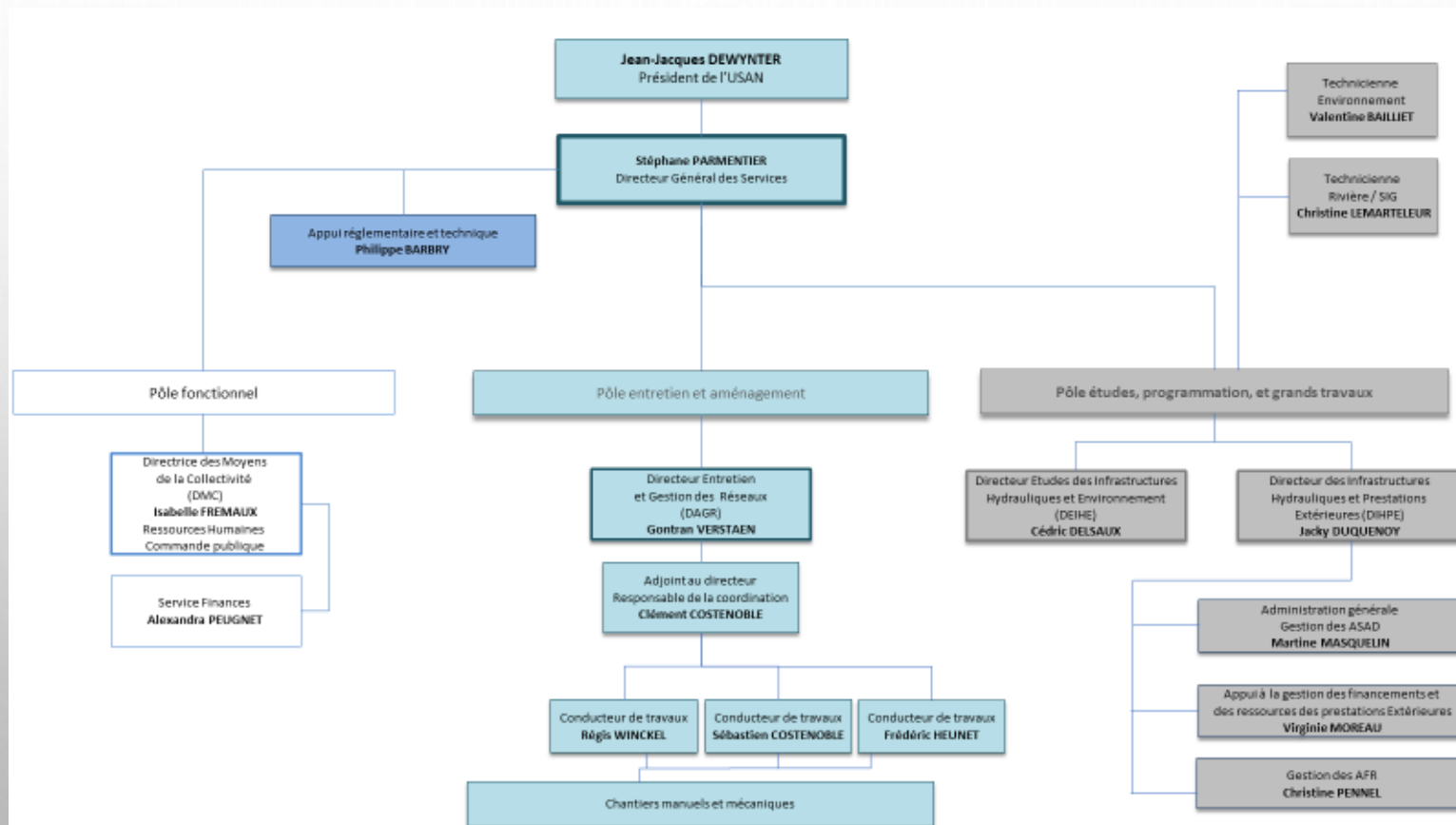
- ✓ 4 communautés de communes adhérentes (représentant 90 communes)
- ✓ le comité syndical comprend 47 membres délégués titulaires
- ✓ 1 040 kms de réseau hydrographique géré
- ✓ 100 912 ha de superficie de bassins versants concernés

B / La gouvernance

Depuis 2019, l'organisation de l'USAN est la suivante:



C / L'organisation de la structure au 1^{er} janvier 2026



III. ANALYSE financière rétrospective au travers du compte administratif

A/ Éléments clés du compte administratif 2025 du budget principal vis-à-vis de son évolution pluriannuelle

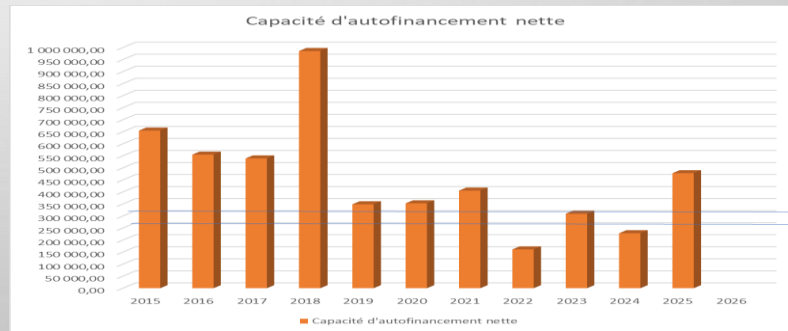
Année	Capacité d'autofinancement nette	
2016	555 000,00	
2017	539 300,00	
2018	985 500,00	
2019	348 600,00	
2020	352 600,00	
2021	1 950 500,00	avec reprise de provision
2021	405 500,00	
2022	161 130,00	
2023	1 109 400,00	avec vente bâtiment
2023	309 400,00	
2024	228 350,00	
2025	477 850,00	

1. Capacité d'autofinancement brute =

recettes réelles – dépenses réelles de fonctionnement =
 3 049 900€ - 2 450 550 € = **599 350 €**

2. Capacité d'autofinancement nette =

capacité d'autofinancement brute – dette en capital =
 599 350 € – 121 500 € = **477 850 €**



RESULTATS DE L'EXERCICE

Recettes totales :

3 460 315,04 €

-

Dépenses totales :

2 917 508,43 €

Recettes totales :

2 083 434,34 €

-

Dépenses totales :

3 826 164,74 €

	Section de fonctionnement	Section d'investissement
Résultat année 2025	+ 542 806,61 €	- 1 742 730,40 €
Résultats antérieurs	+ 2 361 935,88 €	- 160 192,33 €
Résultat cumulé à la clôture de l'exercice	+ 2 904 742,49 € <i>Excédent cumulé de fonctionnement</i>	- 1 902 922,73 € <i>Déficit cumulé d'investissement sans reports</i>
		- 2 321 022,73 € <i>Déficit cumulé d'investissement avec reports</i>
	Résultat à reporter en fonctionnement (002 / BP 2026)	+ 583 719,76 €

Reste à réaliser :

Recettes: 0 €

-

Dépenses : 418 100€

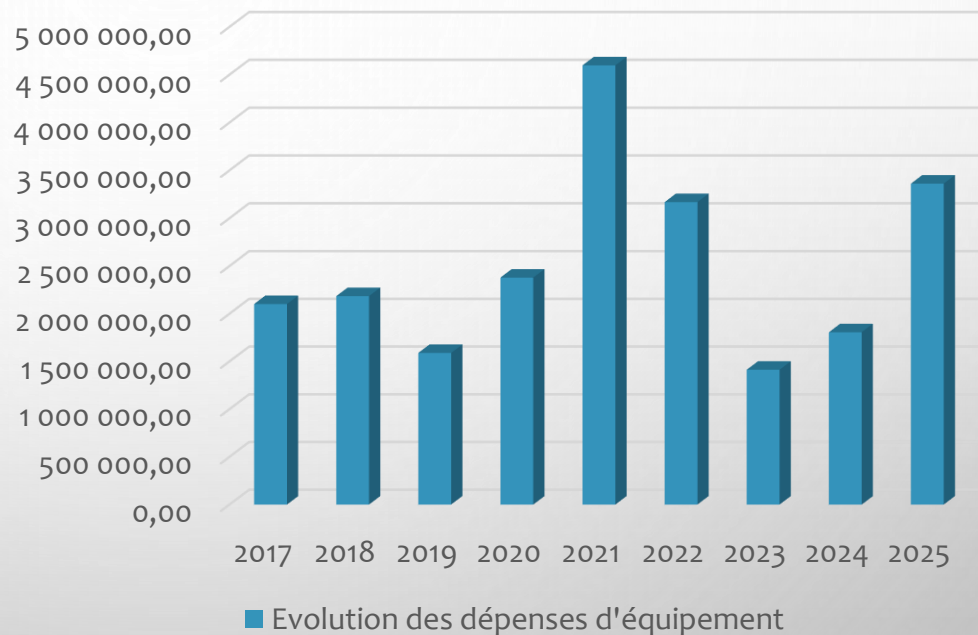
=

- 418 100€

Pour couvrir le besoin de
financement
d'investissement du BP 2026
= 2 321 022,73 €

Evolution des dépenses d'équipement avec reports depuis 2017

Année	Evolution des dépenses d'équipement
2017	2 101 200,00
2018	2 184 600,00
2019	1 589 000,00
2020	2 378 400,00
2021	4 598 000,00
2022	3 167 745,00
2023	1 412 490,00
2024	1 805 556,00
2025	3 361 214,79



USAN - USAN

HOL_EMP

22/01/2026

Situation Pluriannuelle des Emprunts

1 / 1

Montants : Capital Restant

UNION SYNDICALE D'AMENAGEMENT

Soldé	N°	Objet	Capital initial	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<input checked="" type="checkbox"/>	E4	USAN	2 500 000,00	2 284 175,44	2 191 713,72	2 095 535,78							
<input type="checkbox"/>	E5	USAN	315 000,00	189 202,20	168 366,12	146 561,39	123 742,97	99 863,74	74 874,39	48 723,31	21 356,48		
<input type="checkbox"/>	E6	USAN	57 200,00	31 702,45	25 902,01	19 843,31	13 514,84	6 904,61					
<input type="checkbox"/>	E7	USAN	244 800,00	98 715,13	80 551,44	61 630,33	41 920,20	21 388,16					
<input type="checkbox"/>	E9	USAN	311 000,00	29 201,12									
<input type="checkbox"/>	E12	USAN	300 000,00	153 598,96	134 074,97	113 795,40	92 731,01	70 851,43	48 125,11	24 519,28			
<input type="checkbox"/>	E13	USAN	391 200,00	97 303,13	66 150,66	33 733,40							
<input type="checkbox"/>	E14	USAN	235 000,00	41 066,62	20 989,08								
<input type="checkbox"/>	E15	USAN	350 000,00	169 135,68	144 062,47	117 818,34	90 348,61	61 596,04	31 500,73				
<input type="checkbox"/>	E17	USAN 164E	302 227,17	178 320,23	150 993,63	122 751,59	93 563,44	63 397,49	32 220,98				
<input type="checkbox"/>	E18	RENEGOCIATION E4	2 587 132,27				2 587 132,27	2 501 490,54	2 386 027,29	2 269 090,64	2 150 661,80	2 030 721,74	1 909 251,17
Total du Budget UNION SYNDICALE			7 593 559,44	3 272 420,96	2 982 804,10	2 711 669,54	3 042 953,34	2 825 492,01	2 572 748,50	2 342 333,23	2 172 018,28	2 030 721,74	1 909 251,17
Total général			7 593 559,44	3 272 420,96	2 982 804,10	2 711 669,54	3 042 953,34	2 825 492,01	2 572 748,50	2 342 333,23	2 172 018,28	2 030 721,74	1 909 251,17

Encourt de la dette (capital restant dû) / CAF brute = **capacité de désendettement**2 030 721,74€ / 599 350€ = **3,39**

B/ Les évolutions du compte administratif du budget principal par chapitre

Section de fonctionnement : Dépenses réelles

Chapitre	2021	2022	2023	2024	2025
011 (charges à caractère général)	526 955 €	655 000 €	624 400 €	786 800 €	537 490 €
012 (Charges du personnel)	1 512 290 €	1 468 946 €	1 568 900 €	1 582 300 €	1 543 400 €
65 (autres charges)	328 720 €	356 288 €	332 900 €	358 600 €	339 920 €
66 (charges financières)	32 400 €	35 846 €	30 200 €	26 800 €	23 500 €
67 (charges exceptionnelles)	1 215 €	4 486 €	4 000 €	2 700 €	3 650 €
Totaux	2 401 580 €	2 520 566 €	2 560 400 €	2 757 200 €	2 447 960 € - 310 000 €

- 250 000 € = Rattachements de dépenses inscrites en 2024 et rattachées en 2025 + baisse conso électricité / téléphonie / fournitures

Section de fonctionnement : Recettes réelles

Chapitre	2021	20 22	20223	2024	2025
013 (atténuation de charges)	42 170 €	26 572 €	62 000 €	31 800 €	27 805 €
70 (vente de produits)	173 185 €	183 605 €	154 800 €	234 100 €	212 426 €
73 (Impôts et taxes)	7 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €
74 (dotations, subvention et participation)	2 835 675 €	2 487 542 €	2 777 200 €	2 815 600 €	2 793 407 €
75 (autres produits de gestion courante)	2 €	2 €	2 €	3 400 €	6305 €
77 (produits exceptionnels)	1 325 €	214 390 €	846 000 €	22 300 €	10 000 €
78 (Reprise sur provision)	1 500 000 €	/	/	/	/
Totaux	4 559 825 €	2 912 111 €	3 840 002 €	3 107 200 €	3 049 943 €

dont
2 528 345 € de cotisations (+2%)
+ 86 310 € de mission curage Agglo
+ subventions AEAP / interreg
(180 000 €)

Section d'investissement : Dépenses

Chapitre	2021	2022	2023	2024	2025
020 (dépenses imprévues)	/	/	/	/	/
16 (emprunts et dettes assimilées)	252 743 €	230 415 €	170 300 €	141 300 €	121 470 €
20 (immobilisation incorporelles)	139 470 €	80 038 €	88 200 €	136 900 €	184 370 €
204 (subventions d'équipement versées)	510 743 €	47 213 €	15 900 €	5 600 €	1 200 €
21 (immobilisation corporelles)	160 140 €	529 842 €	552 200 €	502 400 €	800 480 €
23 (immobilisation en cours)	2 912 664 €	2 016 351 €	631 200 €	806 300 €	1 957 000 €
27 (Autres immobilisations financières)	0 €	269 918 €	/	/	
Totaux	3 975 760 €	3 173 777 €	1 457 800 €	1 592 500 €	3 064 520 €

Etude PPRE Yser + Etude Méteren becque

Dont Mini-pelle
+ Bras épareur / Tracteur (
250 000 € en reste à
réaliser 2024)

ZEC Sercus (60%) + ZEC St-Jans (80%)

Section d'investissement : Recettes

Chapitre	2021	2022	2023	2024	2025	
10 (dotations, fond divers et réserves)	160 346 €	171 733 €	227 460 €	367 900 €	597 417 €	Dont FCTVA 190 000 €
13 (subventions d'investissement)	927 912 €	1 266 905 €	831 600 €	882 200 €	665 250 €	10% des subventions ZEC
Totaux	1 088 258 €	1 438 638 €	1 059 060 €	1 250 100 €	1 262 667 €	

C/ Le compte administratif du budget annexe par chapitre

Section de fonctionnement : Dépenses

Chapitre	2021	2022	2023	2024	2025
011 (charges à caractère général)	3 376 €	3 390 €	4 950 €	7 300 €	7 175 €
012 (charges personnel)	/	/	/	209 250 €	184 078 €
65 (autres charges)	157 051 €	165 999 €	136 400 €	0 €	3 120 €
66 (charges financières)	8 031 €	8 701 €	7 600 €	6 700 €	5 910 €

Section de fonctionnement : Recettes

Chapitre	2021	2022	2023	2024	2025
70 (vente de produits, prestations de services)	190 222 €	197 993 €	218 900 €	218 200 €	205 485 €
75 (autres produits de gestion courante)	1 754 €	305 €	/	/	/
77 (produits exceptionnels)	/	/	8	/	/

Section d'investissement : Dépenses

Chapitre	2021	2022	2023	2024	2025
16 (emprunts et dettes assimilées)	36 576,54 €	23 796 €	20 460 €	17 400 €	18 199 €

Section d'investissement : Recettes

Chapitre	2021	2022	2023	2024	2025
10 (dotations, fond divers et réserves)	16 533,42 €	36 576 €	23 796 €	20 460 €	17 414 €

Conclusion : un résultat positif mais des questions sur l'avenir

En 2025, les charges sont revenues à la baisse, en s'appuyant sur des efforts de maîtrise des dépenses, de baisses de certains coûts (électricité, téléphonie...), une stabilité de la masse salariale et des éléments comptables particuliers.

1/ Une stabilisation des charges de personnel

- Après deux années d'augmentation de (+5% 2023, +2,5% 2024), les dépenses de personnel ont baissé malgré l'augmentation inhérente au Glissement Vieillesse Technicité,
- Au cours de l'année 2025 les effectifs ont fluctué entre 32 et 31 ETP au gré de 2 départs volontaires (partiellement remplacés mais en décalé), des arrivées (1 agent chantier vert en contrat) et de choix de temps partiel (1 poste à 60% dès septembre).

2/ Une baisse des charges à caractère général

- Avec la stabilisation des prix et la renégociation de contrats, ainsi que des années clémentes en terme climatiques (pas de surcroît exceptionnel d'activités), les charges à caractère général ont baissé en 2025 :
 - Baisse de la dépense de carburant malgré la hausse modérée des prix mais en lien avec une activité normale des machines et véhicules.
 - les coûts d'électricité ont été renégociés à la baisse et les conditions climatiques ont limité fortement les dépenses pour le pompage.
 - Les coûts de téléphonie ont été renégociés à la baisse (fibre publique, changement d'opérateur...)
- *À noter qu'une partie des dépenses de 2024 pour les travaux d'urgence ont été rattachées en 2025, ce qui diminue artificiellement les charges.*
- *À noter qu'aucune recette n'a été portée en reste à réaliser, car les actes attributifs n'étaient pas encore réceptionnés.*
- Le chapitre 065 a baissé par rapport à 2024 (- 18 000 €). La hausse des cotisations attendues (notamment pour l'Etablissement Lys-Yser (ex-Symsagel)) a été décalée en 2026.

3/ Une bonne année pour les recettes malgré la variabilité des encaissements

L'augmentation de 2% des cotisations des membres (+49 500 €) a permis de conforter les recettes de cotisations.

Les acomptes versés sur les subventions au-delà du niveau de réalisation et les délais nécessaires pour obtenir les soldes conduisent à une forte variabilité annuelle des recettes.

- En 2025, les recettes de subvention de fonctionnement ont été stables (comme en 2021 et 2023), en provenance en particulier d'Interreg et de l'Agence de l'Eau.
- En 2025 ont été perçues deux années de recettes de fonctionnement liées à la mission de curage des fossés.
- En 2025, les recettes d'investissement liées notamment aux Etudes et Travaux, n'ont été touchées qu'à hauteur d'environ 15% des dépenses. Elles sont attendues en majorité sur 2026. Cela explique la forte diminution de notre épargne.

IV. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2026

2026, une nouvelle mandature, des modifications structurelles confirmées et une réflexion à engager sur la reconstitution / renforcement de notre épargne

Avec les changements statutaires et l'évolution de ses membres, opérés à compter de 2018, l'USAN s'est adaptée et a réussi à conserver et stabiliser une certaine capacité d'épargne.

L'année 2025 a été très positive pour la reconstitution de l'épargne (bien que tronquée par le décalage de dépenses à venir) et également très consommatrice de l'épargne par un niveau très important de dépenses d'investissement dont les recettes (partielles) sont attendues en 2026.

Le niveau d'épargne qui sera alors retrouvé en 2026 reste conforme aux besoins prévus à cours terme (ZEC Romarin, ZEC Steenbecque, ...), mais nécessitera d'être reconstitué pour les projets de la prochaine mandature.

En effet, à compter du mois de mai 2026, les élections municipales vont renouveler les membres du Comité Syndical pour les 6 années à venir. Une discussion doit être rapidement engagée avec les nouveaux élus et les intercommunalités sur le niveau des cotisations jusqu'en 2032.

Pour 2026 et 2027, le maintien des aides de fonctionnement de l'Agence de l'Eau a été acté. Au-delà, le prolongement de cet apport d'environ 120 000 € annuel est plus qu'incertain.

En 2026, la transformation du SYMSAGEL en Etablissement Public Lys Yser est effective, avec l'augmentation de cotisation afférente (+ 90 000 €) mais également le transfert de poste et de charge de l'USAN (compétence SAGE Yser) vers cette structure. Une réflexion est également engagée en son sein pour évoquer l'augmentation des cotisations de ses membres afin de sécuriser les investissements d'avenir (PEP et PAPI4) sur la Lys comme sur l'Yser.

Les démarches engagées en 2024 sur l'évolution de la gouvernance trouverons également leur aboutissement en 2026 ou 2027:

- Adhésion de l'USAN au Syndicat Mixte SAGE Marque-Deûle (SYMAD) en 2026,
- Possibilité d'intégration au sein de l'EPTB du Delta de l'Aa (probablement par l'évolution de l'Institution des Wateringues).

Ces évolutions entraîneront des cotisations qu'il conviendra de couvrir.

A/ Budget Principal - Section de fonctionnement

1) Les dépenses de fonctionnement

Ainsi que cela a été développé dans les ROB précédents, l'USAN, **entre 2021 et 2025**, a contrôlé ses dépenses de fonctionnement sur l'ensemble de ses chapitres budgétaires : limitation des charges à caractère général, malgré un contexte inflationniste (011), stabilisation de la masse salariale (012), stabilisation des charges de gestion courante (65) et diminution de la charge de la dette.

Les marges de manœuvre sur ces dépenses sont aujourd'hui très réduites et très sensibles aux événements (inflation, événements climatiques entraînant une charge d'activité supplémentaire...).

La stabilité a été maintenue par des efforts constants sur les dépenses et par la hausse annuelle et continue de 2% des cotisations des membres, depuis 2021 et reconduit pour 2025 et 2026.

En 2026, il est proposé de:

- contraindre le **chapitre 011 (-50 000 €)**. Au-delà de la baisse de charge liée au SAGE, les précautions seront à nouveau portées sur l'ensemble des postes de dépenses de ce chapitre en particulier sur les fournitures et petits équipements.
- **Maintenir le niveau du chapitre 12**, malgré le transfert de poste de l'animation du SAGE Yser et un temps partiel volontaire, en recrutant un technicien supérieur pour anticiper le remplacement d'un poste de cadre (départ en retraite fin 2026) et en pérennisant le poste d'agent technique en surcroît d'activité.
- **Stabiliser le chapitre 65**, pour reprendre l'augmentation mécanique de + 90 000 € liée à l'extension de l'adhésion au SYMSAGEL pour le territoire de l'Yser (SAGE), anticipée au budget 2025.

Le chapitre 66 a atteint son seuil bas (il ne reste qu'un seul emprunt en encours).

Dépenses de fonctionnement

En 2026 les dépenses de fonctionnement sont proposées stables par rapport à 2025.

Chapitre	Libellé	Budget 2021	Budget 2022	Budget 2023	Budget 2024	Budget 2025	Projet Budget 2026
011	charges à caractère général	848 000 €	1 024 480 €	1 050 000 €	1 050 000€	1 020 000 €	968 500 €
012	charges du personnel	1 604 000 €	1 655 000 €	1 761 000 €	1 800 000 €	1 725 000 €	1 757 300 €
65	autres charges de gestion courante	426 000 €	405 000 €	420 300 €	394 100 €	490 000€	496 920 €
66	charges financières	55 000 €	36 200 €	30 200 €	27 500 €	25 600 €	27 900 €
67	charges exceptionnelles	10 000 €	5 000 €	15 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €
6817	Provision pour risque et charge	/	/	/	20 000 €	2 000 €	2 000 €
022	dépenses imprévues	0	15 000 €	15 000 €			Des crédits de frais juridiques ont été portés sur le chapitre 011
Total des dépenses réelles de fonctionnement		2 943 000 €	3 140 680 €	3 291 500 €	3 301 600 €	3 272 600 €	3 262 620 €

2) Les recettes de fonctionnement

Une diminution des aides moins forte que prévu et stabilisée mais des incertitudes sur les versements:

- les recettes de subvention ont été orientées à la baisse depuis 2022. L'aide apportée par l'Agence de l'Eau (environ 200 000 € annuel jusqu'en 2021) a diminué (environ 120 000 € en 2024 et 2025). Cette recette a été prolongée pour 2026 et 2027 mais un futur prolongement est plus qu'incertain
- 3 projets déposés au titre des programmes européens transfrontaliers (Interreg VI) ont été retenus et ont démarré en juillet 2024 et octobre 2025. Les premiers versements ont été obtenus en fin d'année 2025.

La hausse des cotisations:

L'augmentation lissée de 2% annuel des taux de cotisations décidée en 2021 est reconduite pour 2025 et 2026.

De nouvelles missions

La délégation de maîtrise d'ouvrage opérée par l'Agglo Cœur de Flandre pour le curage des fossés de voirie induit une dépense de fonctionnement mais également une recette, qui s'établit annuellement autour de 45 000 €. Une délégation de maîtrise d'ouvrage a également été conduite pour la gestion des fossés de la commune de Wahagnies.

Recettes de fonctionnement

Chapitre	Libellé	Budget 2021	Budget 2022	Budget 2023	Budget 2024	Budget 2025	Projet Budget 2026
013	Atténuation de charges	34 000 €	25 500 €	54 000€	29 000 €	27 000 €	29 000 €
70	Produits de services, du domaine ..	167 000 €	172 400 €	177 000 €	200 000 €	220 000 €	213 280 €
74	Dotation et participation	2 761 000 €	2 783 800 €	2 815 320 €	2 858 500 €	2 528 345 €	2 902 000 €
75	Autres produits de gestion courante	/	/	/	5 €	3 500 €	2 000 €
77	Produits exceptionnels	1 000 €	7 500 €	/	4100 €	/	/
Total des recettes réelles de fonctionnement		2 963 000 €	2 989 200 €	3 046 320 €	3 091 605 €	3 103 845 €	3 146 280 €
002 (Excédent de fonctionnement reporté)		3 614 968,79 €	3 240 955,10 €	2 013 281,83 €	2 423 354,38 €	2 361 935,88€	583 719,76

+2%
cotisations
(+50 567 € soit
2 642 200 €) +
Wahagnies +
Agglo + foret
Nieppe+
Interreg +
AEAP

B/ Le budget principal: la section d'investissement

1) Les dépenses d'investissement

Contrairement à la majorité des collectivités et même si les élus valident en amont les programmes et les opérations d'investissements, les inscriptions budgétaires annuelles dépendent bien souvent d'avancées programmatiques globales (PPRE, projets Interreg, PAPI) mais aussi d'aléas règlementaires, administratifs et fonciers.

Les principales opérations proposées pour 2026

Les études	Les travaux
Maîtrise œuvre ZEC Morbecque	ZEC de St-Jans (réception des travaux)
Etude hydraulique Esquelbecq (suite)	ZEC de Terdeghem (acquisition / échanges)
Renouvellement des plans de gestion dont Etude Plan Gestion YSER	ZEC de Sercus (réception des travaux)
Etude « Digue » Méteren becque (poursuite)	ZEC de Morbecque (réalisation)
Préfiguration du système de mesures hydrologiques de l'Yser et topographie	ZEC de Steenbecque (acquisition / expro)
Maîtrise d'œuvre Naviette de Seclin	Restauration Vieille-Lys (travaux)
Etude hydraulique Wahagnies	

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre		Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I			II			III = I + II
TOTAL		6 756 197,67	418 100,00	0,00	5 559 169,60	0,00	0,00	5 559 169,60	5 977 269,60
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	852 480,00	59 700,00	0,00	1 049 200,00	0,00	0,00	1 049 200,00	1 108 900,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	40 700,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00
21	Immobilisations corporelles	999 517,67	225 400,00	0,00	954 500,00	0,00	0,00	954 500,00	1 179 900,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 832 000,00	133 000,00	0,00	2 390 469,60	0,00	0,00	2 390 469,60	2 523 469,60
Total des opérations d'équipement (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		5 724 697,67	418 100,00	0,00	4 424 169,60	0,00	0,00	4 424 169,60	4 842 269,60
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	121 500,00	0,00		125 000,00	0,00		125 000,00	125 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		121 500,00	0,00	0,00	255 000,00	0,00	0,00	255 000,00	255 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		5 846 197,67	418 100,00	0,00	4 679 169,60	0,00	0,00	4 679 169,60	5 097 269,60
040	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	510 000,00			480 000,00	0,00		480 000,00	480 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	400 000,00			400 000,00	0,00		400 000,00	400 000,00
Total des dépenses d'ordre		910 000,00			880 000,00	0,00		880 000,00	880 000,00

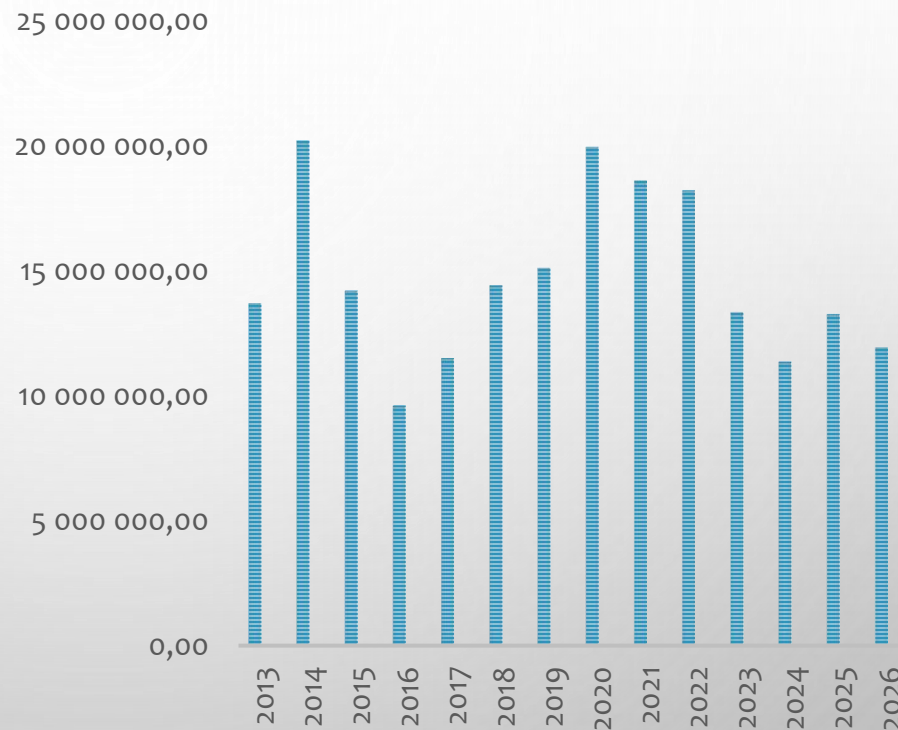
D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)	1 742 730,40
--	--------------

Total des dépenses d'investissement cumulées	7 720 000,00
--	--------------

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						A
RECETTES						
Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	
		I		II	III = I + II	
TOTAL	6 756 197,67	0,00	5 398 977,27	0,00	5 398 977,27	
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13 Subventions d'investissement (hors 138)	3 430 597,67	0,00	3 884 705,00	0,00	3 884 705,00	
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes d'équipement	3 430 597,67	0,00	3 884 705,00	0,00	3 884 705,00	
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	169 000,00	0,00	126 892,27	0,00	126 892,27	
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
18 Cpte de liaison : affectation (BA, règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
024 Produits des cessions d'immobilisations	50 000,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00	
Total des recettes financières	219 000,00	0,00	166 892,27	0,00	166 892,27	
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes réelles	3 649 597,67	0,00	4 051 597,27	0,00	4 051 597,27	
021 Virement de la section de fonctionnement	2 140 000,00		405 180,00	0,00	405 180,00	
040 Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	500 000,00		541 200,00	0,00	541 200,00	
041 Opérations patrimoniales (6)	400 000,00		400 000,00	0,00	400 000,00	
Total des recettes d'ordre	3 106 800,00		1 347 380,00	0,00	1 347 380,00	
R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)						0,00
Affectation au compte 1068 (8)						2 321 022,73
Total des recettes d'investissement cumulées						7 720 000,00

C/ Evolution du budget depuis 2014

Années	Budgets de l'USAN
2014	20 200 000,00
2015	14 200 000,00
2016	9 600 000,00
2017	11 500 000,00
2018	14 400 000,00
2019	15 100 000,00
2020	19 936 800,00
2021	18 600 000,00
2022	18 200 000,00
2023	13 330 000,00
2024	11 350 000,00
2025	13 246 800,00
2026	11 930 000,00



D/ Focus sur la dette

Montants : Capital Restant

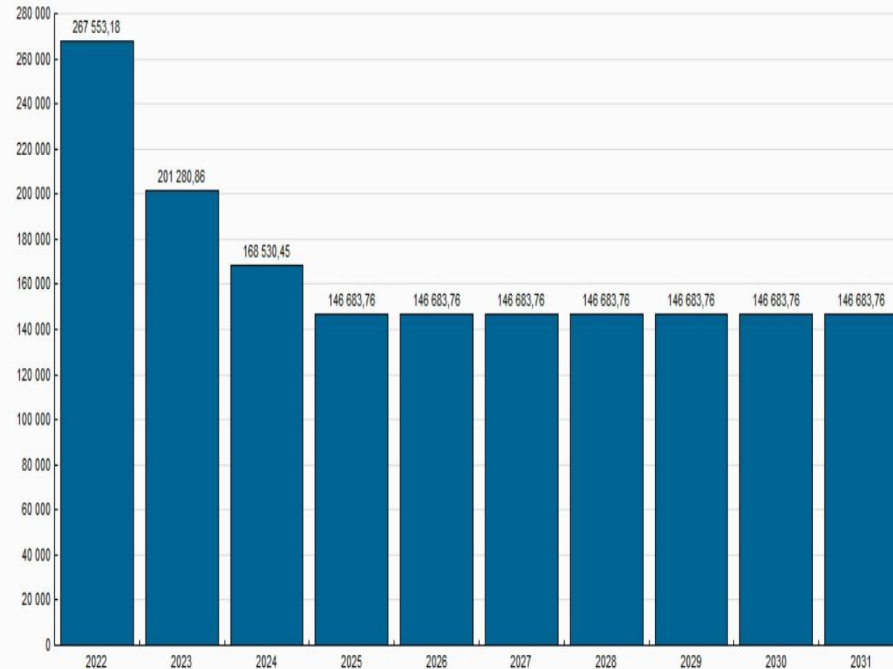
UNION SYNDICALE D'AMENAGEMENT													
Soldé	N°	Objet	Capital initial	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<input type="checkbox"/>	E5	USAN	315 000,00	74 874,39	48 723,31	21 356,48							
<input type="checkbox"/>	E12	USAN	300 000,00	48 125,11	24 519,28								
<input type="checkbox"/>	E15	USAN	350 000,00	31 500,73									
<input type="checkbox"/>	E17	USAN 164E	302 227,17	32 220,98									
<input type="checkbox"/>	E18	RENEGOCIATION E4	2 587 132,27	2 386 027,29	2 269 090,64	2 150 661,80	2 030 721,74	1 909 251,17	1 786 230,57	1 661 640,14	1 535 459,87	1 407 669,46	1 278 248,37
Total du Budget UNION			3 854 359,44	2 572 748,50	2 342 333,23	2 172 018,28	2 030 721,74	1 909 251,17	1 786 230,57	1 661 640,14	1 535 459,87	1 407 669,46	1 278 248,37
Total général			3 854 359,44	2 572 748,50	2 342 333,23	2 172 018,28	2 030 721,74	1 909 251,17	1 786 230,57	1 661 640,14	1 535 459,87	1 407 669,46	1 278 248,37

Montants : Annuité

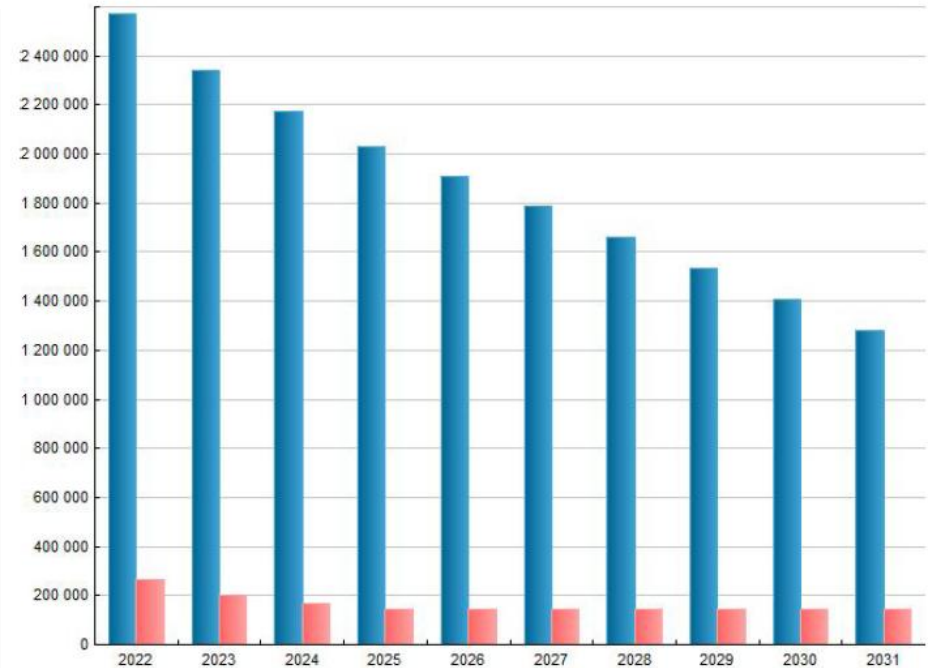
UNION SYNDICALE D'AMENAGEMENT													
Soldé	N°	Objet	Capital initial	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
<input type="checkbox"/>	E5	USAN	315 000,00	29 128,92	29 128,92	21 846,69							
<input type="checkbox"/>	E12	USAN	300 000,00	25 468,27	25 468,18								
<input type="checkbox"/>	E15	USAN	350 000,00	32 971,85									
<input type="checkbox"/>	E17	USAN 164E	302 227,17	33 300,38									
<input type="checkbox"/>	E18	RENEGOCIATION E4	2 587 132,27	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76
Total du Budget UNION			3 854 359,44	267 553,18	201 280,86	168 530,45	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76
Total général			3 854 359,44	267 553,18	201 280,86	168 530,45	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76	146 683,76

Le dernier emprunt se poursuit jusque janvier 2040.

Focus sur la dette = Evolution de l'annuité
(capital + intérêts)



Evolution de l'annuité par rapport au capital restant dû



E/ Budget annexe

Dépenses de fonctionnement

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général (3)	382 614,50	0,00	294 603,28	0,00	294 603,28
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	220 000,00	0,00	220 000,00	0,00	220 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	2 500,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		605 114,50	0,00	524 603,28	0,00	524 603,28
66	Charges financières	7 400,00	0,00	7 000,00	0,00	7 000,00
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	5 000,00		5 000,00	0,00	5 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		617 514,50	0,00	536 603,28	0,00	536 603,28
023	Virement à la section d'investissement (4)	18 485,50		53 396,72	0,00	53 396,72
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		18 485,50		53 396,72	0,00	53 396,72
TOTAL		636 000,00	0,00	590 000,00	0,00	590 000,00
						+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE						0,00
						=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						590 000,00

Recettes de fonctionnement

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire, budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1	Propositions nouvelles (2)	Vote de l'assemblée	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	189 626,84	0,00	190 030,17	0,00	190 030,17
73	Impôts et taxes (sauf le 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		189 626,84	0,00	190 030,17	0,00	190 030,17
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		189 626,84	0,00	190 030,17	0,00	190 030,17

042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	189 626,84	0,00	190 030,17	0,00	190 030,17
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------	-------------------

					+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE					399 969,83

					=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					590 000,00

Dépenses d'investissement

III – VOTE DU BUDGET								III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DÉPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE								A
DÉPENSES								
Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
		I			II			III = I + II
TOTAL	18 485,50	0,00	0,00	53 396,72	0,00	0,00	53 396,72	53 396,72
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	34 296,72	0,00	0,00	34 296,72	34 296,72
Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	34 296,72	0,00	0,00	34 296,72	34 296,72
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	18 485,50	0,00		19 100,00	0,00		19 100,00	19 100,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières	18 485,50	0,00	0,00	19 100,00	0,00	0,00	19 100,00	19 100,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	18 485,50	0,00	0,00	53 396,72	0,00	0,00	53 396,72	53 396,72
040 Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (7)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (8)								51 603,28
Total des dépenses d'investissement cumulées								105 000,00

Recettes d'investissement

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES					A
RECETTES					
Chapitre	Pour mémoire, budget précédent (1)	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
TOTAL	18 485,50	0,00	53 396,72	0,00	53 396,72
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement	18 485,50		53 396,72	0,00	53 396,72
040 Opérations ordre transf. entre sections (3) (4) (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre	18 485,50		53 396,72	0,00	53 396,72
R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (7)					0,00
Affectation au compte 1068 (8)					51 603,28
Total des recettes d'investissement cumulées					105 000,00

V. LES PERSPECTIVES PLURIANNUELLES

A/ D'un point de vue statutaire

L'USAN applique depuis le 1er janvier 2019 ses nouveaux statuts adaptés aux compétences GEMAPI et SAGE ainsi qu'à la modification de son territoire.

Suite aux crues de novembre 2023 et janvier 2024, l'État a souhaité engager une évolution de la gouvernance des politiques de l'eau portant notamment sur la couverture des bassins-versants par des Etablissements Public de Bassin (EPTB).

En 2026, la transformation du SYMSAGEL en Etablissement Public Lys Yser est effective, avec le transfert de poste et de charge de l'USAN (compétence SAGE Yser) vers cette structure.

Les autres démarches engagées en 2024 sur l'évolution de la gouvernance seront:

- Adhésion de l'USAN au Syndicat Mixte SAGE Marque-Deûle (SYMAD) en 2026,
- Possibilité d'intégration au sein de l'EPTB du Delta de l'Aa (probablement par l'évolution de l'Institution des Wateringues) en 2026 ou 2027.

B/ D'un point de vue des ressources humaines

Au cours de l'année 2025 les effectifs ont fluctué entre 31 et 32 ETP.

Au 1er janvier 2026, l'effectif de l'USAN se compose de 31 agents.

Le transfert au 1^{er} janvier de l'animation du SAGE de l'Yser à l'Etablissement Lys Yser a conduit au transfert du poste contractuel (et des dépenses associées) d'animation à cette structure.

Il conviendra d'étudier les possibilités de recrutement contractuel sur la thématique ruissellement / érosion des sols dans le cadre du programme Interreg VI validé en 2024 et 2025.

Une démarche prospective sera également engagée en 2026 pour préparer et anticiper les départs en retraites possible en 2027 pour plusieurs agents.

	ETAT DU PERSONNEL	AU 31/12/2021	AU 31/12/2022	Au 31/12/2023	Au 31/12/2024	Au 31/12/2025
CATEGORIES	GRADES OU EMPLOIS					
	EMPLOIS FONCTIONNELS (a)	1	1	1	1	1
A	Directeur général adjoint des services	1	1	1	1	1
	FILIERE ADMINISTRATIVE (b)	5	6	5	5	4
A	Attaché	0	1	1	1	1
B	Rédacteur Principal de 1ère Classe	1	0	0	0	0
C	Adjoint administratif territorial principal de 1 ère classe	3	3	2	2	1
C	Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	1	1	1	1	1
C	Adjoint administratif territorial	0	1	1	1	1
	FILIERE TECHNIQUE (c)	27	27	27	27	27
A	Ingénieur	0	1	2	2	2
A	Ingénieur Principal	1	1	1	1	1
B	Technicien	1	2	0	0	0
B	Technicien Principal de 1ère Classe	1	1	1	1	1
B	Technicien Principal de 2ème Classe	1	1	2	2	2
C	Adjoint technique territorial	8	10	10	7	7
C	Adjoint technique territorial principal de 1re classe	4	3	3	3	3
C	Adjoint technique territorial principal de 2e classe	6	3	3	6	6
C	Agent de Maitrise	2	3	3	2	2
C	Agent de Maitrise Principal	3	2	2	3	3
	TOTAL GENERAL (a+b+c)	33	34	33	33	32

C/ D'un point de vue technique et financier

1/ la programmation financière qui s'appuie sur le PAPI 3 de la Lys et sa suite (PEP)

La longueur des études préalables et de l'instruction administrative et réglementaire, tout comme de la maîtrise foncière des terrains d'assiette de nos projets, oblige à repousser régulièrement la mise en œuvre concrète des travaux. Le programme initial, établi initialement de 2016 à 2022, a été reconsidéré et prolongé jusqu'en 2027 (avenant du PAPI3).

Il reste 2 grands ouvrages à réaliser: ZEC de Romarin (prévue 2026) et ZEC de Steenbecque (prévue 2027).

Notre trésorerie préservée permet de financer ces 2 opérations d'investissement programmées sans recourir à de nouveaux emprunts, grâce notamment à l'apport de subventions conséquentes négociées en amont avec les partenaires financiers (Interreg, Agence de l'Eau, PAPI, FEDER...).

Cette diversité de partenaires a permis de valider des financements alternatifs à ceux qui ont été perdus au regard des délais longs de démarrage, malgré un contexte général de priorisation des subventions et de contrôle des budgets par les financeurs.

En 2025, l'Etablissement Lys-Yser a construit avec les opérateurs du territoire et les partenaires financiers (Agence de l'Eau, Etat...) un Programme d'Etudes Préalables (PEP) au PAPI4 de la Lys.

L'USAN est concerné directement en maîtrise d'ouvrage propre à 1 action du PEP au PAPI4 de la Lys:

- Etude hydrologique et hydraulique du bassin versant de la Bourre et ses affluents : 100 000 € (70% d'aides)

Toutefois une autre étude sous maîtrise d'ouvrage de l'Etablissement Lys-Yser sera réalisée en collaboration avec l'USAN et proposera probablement des travaux qui seront à la charge de l'USAN :

- Etude d'optimisation du volume de stockage sur le bassin versant de la Lys, avec un zoom particulier sur le bassin-versant de la Longue becque.



2/ la programmation financière qui s'appuie sur les Plans de Gestion

Plan de Gestion	Linéaire concerné	Etat de la démarche réglementaire au 1 ^{er} janvier 2026	Renouvellement de la DIG	Autorisation / restauration
METEREN BECQUE	49 km	Autorisation pour 10 ans Mise en œuvre depuis le 28/12/2015 ⇒ Renouvellement DIG pour 5 ans supplémentaires le 07/05/2021	Prévu 2026	Uniquement entretien à compter de mai 2026
BOURRE	27 km	Mise en œuvre depuis le 14/12/2016 + Renouvellement DIG pour 5 ans supplémentaires le 5/08/2021 + Prorogation Autorisation jusqu'au 31/12/2023	Prévu 2026	Uniquement entretien depuis 2024 Fusion des 3 Plans de Gestion / Dossier à déposer en 2026
NIEPPE / CANAL D'HAZEBROUCK	52 km	Mise en œuvre depuis le 05/04/2017 + Renouvellement DIG pour 5 ans supplémentaires le 3/12/2022 + Prorogation Autorisation jusqu'au 31/12/2023		
PLATE BECQUE BORRE BECQUE	92 km	Mise en œuvre depuis le 06/12/2017 + Renouvellement DIG pour 5 ans supplémentaires le 3/12/2022 + Prorogation Autorisation jusqu'au 31/12/2023		
YSER	353 km	Autorisation pour 10 ans Mise en œuvre depuis le 26/09/2016 ⇒ Renouvellement DIG pour 5 ans supplémentaires le 3/12/2022	Fait (2022) Prévu 2026	Etude de renouvellement en cours (PPRE) – pour 2026

Plan de Gestion	Linéaire concerné	Etat de la démarche réglementaire au 1 ^{er} janvier 2026	Renouvellement de la DIG	Autorisation / restauration
GRANDE BECQUE DE ST JANS	49 km	Autorisation pour 10 ans Mise en œuvre depuis le 19/09/2017 + Renouvellement DIG pour 5 ans le 5/08/2021 + Prorogation Autorisation jusqu'au 18/09/2024	Prévu 2026	Dossier en cours d'instruction / 2026
LYS RIVE DROITE	67,5 km	Mise en œuvre depuis le 13/06/2016 → En attente de l'Arrêté de renouvellement de la DIG	En cours	Fusion des 2 Plans de Gestion / Dossier à déposer en 2026 conjointement MEL / CABBALR
FRENELET	23,5 km	Autorisation et DIG 5 ans Mise en œuvre depuis le 26/02/2019	En cours	
LONGUE BECQUE ET MELDE	52 km	DIG et Autorisation pour 5 ans Mise en œuvre depuis le 27/01/2022	A faire (2026)	A faire (2027)
FILET MORAND	7,4 km	Uniquement DIG (pas de restauration) sur 15 ans Arrêté Préfectoral le 29/06/2023	A faire (2038)	Uniquement entretien
VIEILLE LYS	57,5 km	Uniquement DIG (pas de restauration) sur 15 ans Arrêté Préfectoral le 16/10/2023	A faire (2038)	Uniquement entretien Restauration en lien avec le SYMSAGEL et la CABBALR en cours 2026
LAWÉ	75 km	Etude en cours depuis février 2024	Prévu 2026	En instruction en 2025/2026

Au-delà des opérations d'entretien courant (surveillance, piégeage, gestion des embâcles, élagage, faucardement...), les opérations de restauration écologique dans le cadre des Plans de Gestion se traduisent par :

- Un investissement annuel de l'ordre de 100 000 à 150 000 € pour un ensemble d'opérations générales, avec une participation financière de l'Agence de l'Eau et également de la Région depuis 2022
- Des opérations spécifiques de restauration globale de linéaire de cours d'eau :
 - L'opération de restauration hydraulique et écologique de la Vieille-Lys domaniale.
Portée en groupement de commande par le SYMSAGEL pour l'USAN, la CAPSO et la CABBALR, cette opération a été engagée en 2025 par une maîtrise d'œuvre et un dossier réglementaire, puis sera suivi par plusieurs tranches de travaux (dont 1 planche d'essai en 2025).
Le coût global approche les 4,5 M€, avec une participation de l'Etat et de l'Agence de l'Eau à 80%.
Le coût relictuel pour l'USAN se portera autour de 380 000 €.
 - L'opération de restauration écologique et d'imperméabilisation de la Naviette de Seclin.
Portée en groupement de commande par la MEL, cette opération est la reprise des éléments engagés en 2015 et qui n'ont jamais abouti. Une mission de maîtrise d'œuvre a été préparé en 2025 (avec une convention conclue avec la MEL début 2026) pour un démarrage de l'opération fin 2025. Le coût de la maîtrise d'œuvre est estimé à 450 000 €, avec 112 000 € à la charge de l'USAN (25%) sur plusieurs années.
- Une discussion est engagée dans le cadre de l'Aménagement Foncier de Zegerscappel, de l'acquisition par l'USAN d'une réserve AFR de près de 5 ha de terrain longeant l'Yser.
- Une discussion est engagée avec l'EPF pour l'acquisition d'habitations sur Esquelbecq et la renaturation de champs d'expansion de crues.

3/ Les ouvrages hydrauliques structurants

Pour ces prochaines années, 5 zones d'expansion des crues (ZEC) sont programmées.

Nom de la ZEC	Nom du maître d'œuvre	Début des études	Etat d'avancement	Volume de rétention prévu	Coût prévisionnel HT	Coût réel réalisé HT
ZEC Arnèke	USAN DIH	2015	Travaux réalisés entre octobre 2020 et février 2021	7 900 m ³	260 000 €	265 000 €
ZEC Terdegheem/Steenvoorde	Artélia	2015	AE obtenue en octobre 2021/ DUP en janvier 2022 / Travaux 2027?	47 470 m ³	600 000 €	
Etang des 4 fils aymon à Méteren	Artélia	2017	AE obtenu en juillet 2021 / Travaux 2021 et 2022	85 600 m ³	1 800 000 €	1 900 000 €
ZEC Sercus	Antéagroup / USAN DEIHE	2015	Enquête publique 2025 / Travaux 2025 et 2026	7 400 m ³	720 000 €	796 000 €
ZEC La Levrette à Saint Jans Cappel	Antéagroup	2015	AE obtenu en février 2022/ Expropriation en cours pour 2024 / Travaux 2024 à 2026	38 500 m ³	1 500 000 €	1 324 000 €
ZEC Steenbecque	Antéagroup	2015	DUP et Enquête publique 2025/ Expropriation à venir / Travaux 2026	9 300 m ³	300 000 €	
ZEC du Romarin à Morbecque	Artélia	2016	DUP et Enquête publique 2024 / Travaux 2026	47 000 m ³	865 000 €	

Soit un total d'investissement de près de 6 M€ HT programmé (reste environ 1,7 M€ à réaliser), avec une participation financière de l'Agence de l'Eau, PAPI Lys, Interreg, et FEDER

4/ Les études hydrauliques et les travaux d'aménagement de bassin versant

Etude	Nom du prestataire	Début des études	Etat d'avancement	Volume de rétention prévu	Coût prévisionnel HT
Etude hydraulique et sédimentaire de Noordpeene	Terralto	2022	Réalisé	2 500 m ³ à 7 000 m ³	31 000 €
Etude de performance hydraulique de la Méteren Becque	ARTELIA	2024/2025	En cours (2025/2026)	/	250 000 €
Etude hydraulique et sédimentaire de Esquelbecq	INGETEC	2024/2025	Réalisée / Maitrise d'œuvre complémentaire à venir	jusque 15 000 m ³	45 000 €
Etude hydrologique et hydraulique du bassin versant de la Bourre et ses affluents		2026	A venir 2026	/	100 000 €
Préfiguration du système de mesures hydrologiques de l'Yser et topographie	-	2026	A venir 2026	/	200 000 €
Etude hydraulique et sédimentaire de Wahagnies		2026	A venir 2026	/	30 000 €

Suite aux études hydrauliques et sédimentaires menées notamment sur Noordpeene et Esquelbecq, ainsi que suite à des investigations locales conduites en interne (Arneke...), un panel d'aménagement hydraulique diffus sur ces sous-bassin versants seront conduit à compter de 2025, en particulier par l'obtention d'une DIG et par des maîtrises d'œuvre de conception:

Commune	Hydraulique douce (haies, fascines...)	Fossé à redents	Bassin / Zone tampon
Noordpeene	1 200 m	700 m	1 à 3 / 2 500 m ³ à 7 000 m ³
Esquelbecq		500 m	1 à 3 / jusque 15 000 m ³
Arneke			1 / 2 000 m ³

5/ Les projets Interreg 6

- **FUSION** : du 01/07/2024 au 30/06/2028.

FUSION vise une meilleure gestion coordonnée, équilibrée et durable, des eaux, pertinentes sur la zone transfrontalière du bassin de la Lys : le partenariat élabore conjointement des stratégies et des outils par des investissements hydrauliques et environnementaux qui ont un effet positif transfrontalier.

5 opérateurs : Hainaut Ingénierie Technique (HIT), Province de Flandre Occidentale, SYMSAGEL, SERTIT et USAN

Budget total : 6 438 100 €

Budget USAN : 1 896 360 €

Subvention FEDER : 1 137 816 € (60 %)

Opérations : ZEC de Sercus, ZEC de Morbecque, aménagement d'hydraulique douce, plan de gestion et suivi écologique de ZEC, communication transfrontalière (en s'appuyant sur InfolyS) et contenu pédagogique, production de cartographies de zones inondées et de vulnérabilité à partir d'images satellites sur des événements d'inondation.



Interreg  Cofinancé par l'Union Européenne
Medefinancierd door de Europese Unie

France - Wallonie - Vlaanderen

FUSION

Climat et environnement



Budget total :
6 438 103,35 €

Budget FEDER :
1 137 816,01 €

Durée :
48 mois

www.fusion4all.eu


Wallonie

Partenariat :

Le projet FUSION permet de travailler sur le bassin versant de la Lys, pour mieux transfrontalier qui prend sa source en France pour se jeter dans la Mer du Nord.

La configuration des lieux de part et d'autre de la frontière, tantôt en plat pays sur des vases planes ou en terrain plus vallonné (présence de divers « monts »), entraîne de fréquentes inondations dues au phénomène naturel souvent aggravé par la main de l'homme : urbanisation, imperméabilisation, disparition des zones humides, ... Un changement du climat est également constaté : période tantôt plus sèche et tantôt plus pluvieuse.

Le partenariat entre USAN, SYMSAGEL, SERTIT, PFD et HIT réalisé dans le cadre de FUSION consiste à valider les écoulements des eaux et à favoriser une meilleure biodiversité de part et d'autre des frontières. Les partenaires travaillant sur le ralentissement de l'écoulement des eaux sur des affluents de la Lys et auront ainsi un impact collectif sur les crues transfrontalières tout en permettant de préserver une grande biodiversité.

Les infrastructures hydrauliques naturelles seront accompagnées par des mesures éco-responsables visant à respecter les principes du développement durable. Toutes ces mesures contribueront à leur insertion paysagère, à stocker l'eau, prévenir de l'érosion des sols et offrir un environnement stable pour la biodiversité, l'aspect économique (agriculture) et récréatif.

FUSION permettra également de mettre en œuvre des outils innovants dans ce territoire transfrontalier par une cartographie transfrontalière par image satellite de la vulnérabilité en zone inondable et de l'impact d'événements d'inondations passés et futurs dans le bassin versant de la Lys.

- **ARC** : du 01/07/2024 au 30/06/2028.

Augmenter la capacité de résilience du territoire transfrontalier face au changement climatique grâce à des solutions fondées sur la Nature. Un travail d'information et de sensibilisation, ainsi que de mise en relation, des habitants et acteurs locaux sera réalisé.

8 opérateurs : Hainaut Développement (HD), Province de Flandre Occidentale, Ville de Mouscron, Maison de la Nature et de la Pêche de Roubaix, Ville de Roubaix, Ville d'Ypres, Ville de Comines-Warneton et USAN

Budget total : 5 376 720 €

Budget USAN : 558 549 €

Subvention FEDER : 335 129 € (60 %)

Opérations : plantation de 3 km de ripisylve et de 2 km d'hydraulique douce, réaménagement hydraulique du bassin d'Oudezele, création de 2 mares connectées aux cours d'eau, opérations de communication, mise à disposition de stations météorologiques et création d'un réseau de bénévoles transfrontaliers, élaboration d'un guide de plantations en milieu urbain et rural.




Cofinancé par
l'Union Européenne
Medefinancierd door
de Europese Unie

France - Wallonie - Vlaanderen

ARC

Climat et environnement



Budget total :
5,4 millions €

Budget FEDER :
3,2 millions €

Durée :
48 mois

www.interreg-fwdi.eu

Le projet **Acteurs pour la Résilience Climatique (ARC)** vise à renforcer la résilience de son territoire face aux changements climatiques en s'appuyant sur des solutions transfrontalières fondées sur la nature. ARC favorise les partenariats futurs, le partage des connaissances et la diffusion des bonnes pratiques entre les acteurs locaux. Il réunit 8 partenaires et couvre un périmètre de 13 194 km² sur les bassins de l'Yser, de la Lys et de l'Escaut.

Le projet s'articule autour de 2 modules qui travailleront sur :

1. La réalisation d'actions de terrain sur les trames verte et bleue:

- Plantation d'arbres et de haies,
- Création de mares,
- Végétalisation de zones tampons,
- Aménagement de cours d'eau,
- Restauration de milieux
- Mise en place de systèmes anti-érosion des sols...

Cela aura comme résultats la création d'îlots de fraîcheur, la capture du CO₂, l'amélioration de l'infiltration de l'eau dans le sol et tous les bienfaits des services écosystémiques que nous offre la nature.

2. La création d'outils transfrontaliers d'évaluation des actions contre le réchauffement climatique:

- Création d'un réseau transfrontalier de stations météo;
- Développement d'une application bilingue favorisant la participation citoyenne;
- Rédaction d'un « Guide de plantation résiliente d'arbres en milieu urbain et périurbain ».

Ces outils doivent concrétiser la participation transfrontalière des citoyens tout en permettant la récolte de données sur le « réchauffement climatique ». De plus, les documents édités favoriseront la dissémination des enseignements tirés des actions réalisées au cours du projet.

Partenariat:










PROVALY : du 01/10/2025 au 31/03/2029.

PROVALY souhaite renforcer la résilience du bassin transfrontalier de l'Yser et les habitants face aux défis climatiques. Les objectifs majeurs sont :

- *Extension du système transfrontalier d'information et d'alerte
- *Amélioration de la protection de l'infrastructure et des noyaux d'habitation
- *Augmentation de la capacité de stockage de l'eau en fonction des inondations et des sécheresses
- *Amélioration des connaissances du système hydrique transfrontalier via la communication et la sensibilisation

8 opérateurs : Agence Flamande Environnement (VMM), Province de Flandre Occidentale, Vlaams Waterweg, Waterbouwkundig Laboratorium, Zuidijzer Polder, Etablissement Lys-Yser et USAN

Budget total : 4 390 670 €

Budget USAN : 1 222 230 €

Subvention FEDER : 733 338 € (60 %)

Opérations : Etude préalable et installation d'un nouveau réseau de mesures hydrométriques, campagne de mesures topographiques, mise en œuvre d'un système de surveillance et d'alerte transfrontalier par le biais de waterinfo.be et d'une application d'alerte (Pegelalarm), étude d'un quartier résilient à Esquelbecq et mesures de réduction de la vulnérabilité individuelles et collectives, aménagements hydrauliques et écologiques des berges de la rivière à Bambecque, aménagement de rétention et de restauration de zones humides à Esquelbecq, suite à la destruction d'habitations, création d'un réseau des maires de l'Yser, sensibilisation et visites d'études.

